



26 mars 2015

Introduction

Marcel Roncin

Bonjour à tous,

L'AFTI est heureuse d'ouvrir aujourd'hui un cycle de conférences qui couvrira toute l'année 2015 en partenariat avec le Centre d'Etudes Juridiques et Européennes Comparées, de l'UFR de Droit et de Sciences Politiques et de l'Ecole doctorale de droit et de sciences politiques de l'Université Paris Ouest la Défense.

Nous considérons que la mise en commun du savoir universitaire et du savoir-faire de l'industrie est très riche d'enseignements.

Six réunions composent ce cycle avec comme fil rouge les réformes de la régulation financière dans l'Union européenne après la crise.

A lui seul, ce titre est rassurant, en ce qu'il semble considérer comme acquis que nous sommes enfin sortis de cet interminable tunnel de sept ans.

Un certain nombre de signaux, de fait, sont plutôt encourageants, tels la révision à la hausse des perspectives de croissance en Europe et l'annonce du lancement du plan d'investissement européen pour la période 2015-2017.

Cela étant, en dehors des États Unis, le ralentissement de l'activité semble être à peu près partout à l'ordre du jour, notamment en Chine.

Nous vous proposons, aujourd'hui, un premier thème sur les enjeux, l'esprit et la méthode des réformes engagées par la précédente Commission, ainsi qu'un zoom sur l'Union des Marchés de Capitaux qui est sans conteste le dossier marquant de ce début de mandature.

Bien que nous manquions un peu de recul, d'autant que le train des réformes est encore en cours, il est tout à fait utile de nous interroger sur le passé récent qui a été caractérisé par un véritable déferlement de textes réglementaires (une quarantaine) qui ont accompagné les principaux épisodes de la crise multiforme qui s'est propagée à partir de 2008 :

- Ainsi, avons-nous conjuré les principaux facteurs de risque ?
- Symétriquement, n'a-t-on pas légiféré à l'excès dans un laps de temps très court, donnant à l'industrie une charge de travail considérable, en raison notamment des textes de niveau 2 ? Le coût en termes de systèmes d'information est également très élevé.
- Les textes ne descendent-ils pas trop dans le détail ? J'ai en tête l'obligation incluse dans MIF II d'enregistrer, et de conserver les échanges téléphoniques avec chaque client de chaque guichet de chaque banque ... : une trentaine de milliers de guichets, une quinzaine de millions de comptes titres ... Nous sommes dans l'excès ! Nous recommandons de raison garder...
- Comment devons-nous gérer le besoin de cohérence entre les textes nouveaux et les plus anciens, avec un risque non nul de tuilage ?

Les objectifs centraux de la régulation peuvent être résumés ainsi : mieux protéger les investisseurs, améliorer la transparence des marchés, et leur imposer une meilleure résilience.

Parmi les outils dont se dote le législateur, le reporting est sans doute l'un de ses outils principaux, dont la mise en œuvre n'est pas transparente, loin de là, pour le post-marché.

Nous verrons à l'usage le regard que l'on peut porter sur le nouveau cadre juridique ainsi constitué, et notamment son impact pour le post-marché dans la durée.

Cela dit, ce qui devait être fait l'a globalement été, et l'Europe a eu le mérite de se montrer réactive, en ne sous-estimant pas les risques encourus.

De toute façon, elle ne pouvait pas rester inerte face à ce que mon cher *Baudouin Prot* appelait la "dislocation des marchés financiers".

Une page se tourne, les temps, heureusement changent, et nous pouvons espérer l'émergence d'un nouveau cycle sans doute moins consommateur de régulations dont pour sa part, Lord Hill devrait user avec modération.

Nous sommes en effet dans la partie finale de la construction du marché européen intégré. L'essentiel des travaux est désormais derrière nous et le temps est venu d'assumer une véritable rupture.

Cette rupture est matérialisée par le projet d'Union des marchés de capitaux qui fait actuellement l'objet d'un Livre Vert soumis à consultation.

C'est le grand projet de la Commission pour l'industrie financière ces cinq prochaines années. Il donne en quelque sorte le coup d'envoi de la priorité des priorités : la course à la croissance.

Une passionnante table ronde y sera consacrée tout à l'heure.

Bonne séance.